



Photos : Julien Garroy

«J'ai pour habitude de dire que les droits de l'homme ne sont ni de gauche ni de droite», se plaît à souligner Sérgio Ferreira, en appelant les électeurs potentiels à aller voter.

toyens à son rythme. Dans la vie de tous les jours, le citoyen ne se sent pas pris en compte dans les questions européennes. Il y a aussi d'autres sujets qui devront s'imposer au cours de la campagne : l'harmonisation fiscale, par exemple, est un point fondamental, aussi bien pour l'UE que pour le Luxembourg. De même pour les défis climatiques... J'en conclus qu'on ne discute pas des sujets qui sont bien plus déterminants pour notre avenir!

Voyez-vous donc une campagne de type dichotomique?

Malheureusement, oui : le débat va exclusivement être centré sur ce clivage entre progressistes et réactionnaires-populistes, et il ne s'inscrira donc pas dans un projet d'avenir. Personnellement, je préfère voter pour quelqu'un qui me fait rêver, du moins un tant soit peu, et non pour quelqu'un qui veut me présenter un avenir plein de mauvais rêves. Mais, malheureusement, nous serons amenés à faire un choix entre le mauvais et le moins pire, et donc à voter pour le moins pire!

Cela étant, il nous appartient aussi à nous, citoyens, d'essayer de combattre cela. Nous assistons souvent à des discours antiélites, qui seraient responsables de tout, mais aussi de rien. Bien évidemment, j'estime que les grandes multinationales ainsi que les grandes fortunes ont leur part de responsabilité. Ceci dit, les citoyens ont également des responsabilités : nous devons aussi jouer le rôle d'acteurs du changement, dans un monde devenu si complexe. Au-delà du fait d'aller sur les réseaux sociaux pour commenter la politique, il faut participer! Nos concitoyens qui vivent ici et qui ne sont pas luxembourgeois devraient s'impliquer davantage.

Vous appelez donc les électeurs à user effectivement de leur droit de vote aux européennes?

L'abstention est loin d'être la solution : il faut que les gens aillent voter! Et cela, même si les choix proposés ne sont pas ceux que l'on aimerait... Le vote par défaut reste un acte plus intelligent que celui de rester au lit le 26 mai! Cela vaut toujours mieux de participer à une décision que de subir une décision!

Au-delà de cette échéance électorale, le Luxembourg est un pays où beaucoup de choses se passent, beaucoup de discussions ont lieu, où la société civile se rassemble régulièrement pour discuter : alors je n'ai qu'une chose à dire aux électeurs : participez aux discussions! Il est sûr que certains, dont les jeunes, se détournent de la politique : la cla-

que reçue au référendum de 2015 y est certainement pour quelque chose (NDLR : l'une des questions posées était celle de conférer ou non le droit de vote aux jeunes à partir de 16 ans dans le cadre d'un scrutin législatif). Or tout le monde évoque la nécessité de rajeunir le monde politique...

Sans encore connaître les programmes électoraux des différents partis nationaux – de surcroît parce que la campagne électorale a été reportée à ce lundi, à la suite du deuil national qui a été décrété – certains thèmes comme la migration sont déjà mis en avant, entre autres, par le CSV/PPE. L'ASTI a-t-elle prévu de donner des signes de vote?

Non, l'ASTI ne donne pas de consignes de vote. Nous faisons de la politique, mais ne faisons aucunement de la politique partisane.

De plus, notre association compte

des membres issus de presque tous les partis politiques. Ceci étant, nous avons envoyé, au début du mois, un questionnaire à tous les partis du pays. Les questions tournent notamment autour du vivre ensemble et de la citoyenneté européenne. Les réponses commencent à arriver et nous les publierons sur notre site, en temps venu, avant de les divulguer par le biais des réseaux habituels.

Quel regard portez-vous sur l'inauguration, il y a trois semaines, par le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, de la mission diplomatique de la Hongrie à Luxembourg, sans évoquer la moindre critique, alors qu'il est un "pourfendeur revendiqué" de la politique menée par le gouvernement du Premier ministre hongrois, Viktor Orban?

La realpolitik a un nom depuis Bismarck! Ceci dit, on préfère avoir un Jean Asselborn qu'un Viktor Orban en tant que ministre des Affaires étrangères! Par ailleurs, je rappelle que tous les pays européens sont signataires de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Déclaration universelle des droits de l'homme... Or quand je pense à la situation au Yémen, qui s'avère catastrophique à tous les points de vue, je m'interroge! L'Allemagne et la France continuent à vendre des armes à l'Arabie saoudite...

D'un côté, il y a les principes et les grandes déclarations et, de l'autre, les intérêts économiques. Il s'agit d'une question de balance et le Luxembourg, qui est un tout petit pays avec une économie très ouverte, doit malheureusement composer avec cela.

Et Dublin III va dès le début à l'encontre de ce principe. Ce qui fait que l'Italie a dit, bien évidemment, à un moment donné : "Excusez-nous, mais on arrête. Moi je prends des milliers et milliers de réfugiés quand la Hongrie n'en veut pas, les autres pays de Visegrad non plus,

ment Dublin III et sur la situation en Italie par rapport aux réfugiés?

L'idéal, au niveau européen, serait que nos frontières externes soient protégées tout en restant suffisamment ouvertes pour laisser entrer ceux qui ont besoin de protection. Selon la logique de la Convention de Genève, un réfugié devrait pouvoir décider dans quel pays il souhaite demander l'asile et ensuite un mécanisme de répartition – obligatoire ou sur une base volontaire – peut se mettre en place, mais il faut que la solidarité européenne soit effective.

La situation actuelle en Italie est aussi due à ce règlement de Dublin III, qui oblige les réfugiés à demander asile dans le premier pays où ils posent le pied. L'Italie, notamment, mais la Grèce aussi, à différents niveaux, ont ainsi été débordées par les arrivées, parce que la solidarité européenne n'a pas joué. L'idéal serait donc que l'on puisse permettre aux réfugiés de choisir le pays dans lequel ils veulent poser leur demande d'asile : il s'agit d'un prin-

Desolé mais je ferme mes portes." On ne comprend pas, mais on peut expliquer les raisons pour lesquelles on en est arrivés là. Et ce règlement est l'une des origines de cela. Car si l'Italie avait été aidée, depuis des années, par d'autres pays pour accueillir des migrants – et pas comme la France qui a fermé ses frontières – on n'aurait peut-être pas la situation que l'on a aujourd'hui. Peut-être que Monsieur Salvini et ses acolytes n'auraient pas eu le succès qu'ils ont eu... Je le répète, l'Italie a fortement été débordée, notamment à cause de ce règlement Dublin III. Il faut arrêter d'instrumentaliser politiquement ces questions, en stigmatisant le réfugié, l'étranger, le migrant qui vient légitimement chercher une vie meilleure. Et la sécurité tout simplement.

Pour conclure, quel est le message que l'ASTI souhaite adresser aux partis politiques et aux électeurs, en amont des élections européennes?

On a l'habitude de dire que le Luxembourg est un laboratoire de l'Europe. Essayons alors de faire la bonne expérience avec la méthode scientifique et rejetons donc toute improvisation. La démocratie a des règles, le droit international aussi. Essayer de vouloir détourner, instrumentaliser des questions qui ne devraient pas être au centre du débat politique, est LA chose à éviter. Aux électeurs, je leur conseillerais : essayez de vous informer du mieux possible et votez avec la raison et non pas qu'avec le cœur. Ne votez pas pour M. X ou Mme Y à cause de sa sympathie... non! Votez pour ceux qui ont des idées qui sont les plus proches des vôtres. Donc, votez les yeux ouverts! Aux politiciens nationaux, je dirais : n'oubliez pas que nous vivons dans un pays d'immigration et qu'il existe une histoire derrière lui et surtout qu'un avenir se profile devant lui. Cet avenir doit être construit avec tous les citoyens, et non pas en clivant davantage les gens.

La politique migratoire après les européennes? L'on ne s'attend pas à mieux...



des membres issus de presque tous les partis politiques. Ceci étant, nous avons envoyé, au début du mois, un questionnaire à tous les partis du pays. Les questions tournent notamment autour du vivre ensemble et de la citoyenneté européenne. Les réponses commencent à arriver et nous les publierons sur notre site, en temps venu, avant de les divulguer par le biais des réseaux habituels.

Par contre, nous allons organiser, le 7 mai, une table ronde à l'ASTI à laquelle tous les partis qui ont présenté une liste aux européennes, et pas seulement ceux représentés à la Chambre des députés, ont été invités. C'est cela la démocratie : nous voulons que tout le monde puisse s'exprimer et ce sera ensuite à l'électeur de se forger sa propre opinion.

Par ailleurs, il est clair que les partis qui affichent un certain progres-

La realpolitik a un nom depuis Bismarck! Ceci dit, on préfère avoir un Jean Asselborn qu'un Viktor Orban en tant que ministre des Affaires étrangères! Par ailleurs, je rappelle que tous les pays européens sont signataires de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Déclaration universelle des droits de l'homme... Or quand je pense à la situation au Yémen, qui s'avère catastrophique à tous les points de vue, je m'interroge! L'Allemagne et la France continuent à vendre des armes à l'Arabie saoudite...

D'un côté, il y a les principes et les grandes déclarations et, de l'autre, les intérêts économiques. Il s'agit d'une question de balance et le Luxembourg, qui est un tout petit pays avec une économie très ouverte, doit malheureusement composer avec cela.

Que dire sur le tant décrié règle-

cipe de droit international qui devrait être respecté.

Et Dublin III va dès le début à l'encontre de ce principe. Ce qui fait que l'Italie a dit, bien évidemment, à un moment donné : "Excusez-nous, mais on arrête. Moi je prends des milliers et milliers de réfugiés quand la Hongrie n'en veut pas, les autres pays de Visegrad non plus,

Repères

État civil. Né au Portugal en 1973, Sérgio Ferreira a été «fabriqué» à Esch-sur-Alzette. Il est arrivé au Luxembourg il y a 20 ans. Il est marié et père de deux enfants. De nationalité portugaise, il dit «se sentir plutôt européen et aussi luxembourgeois».

Journalisme puis ASTI. Il suit des études de droit à Lisbonne, sans les terminer. Sérgio Ferreira travaillera ensuite à Radio Latina de 2001 à 2012 et en sera le rédacteur en chef de 2008 à 2012. Depuis 2012, il est le porte-parole et le secrétaire politique de l'ASTI.